

devait être là toute la quantité de blé à expérer. Mais j'estime, et tous les députés sont sans doute de mon avis, que nos grands territoires du Nord-Ouest seront graduellement mis en culture, et nous voulons que le blé puisse en être expédié aux meilleures conditions possible. L'honorable député sait quelle quantité de blé canadien prend la route de Buffalo et New-York, puisqu'il a déjà inscrit cette question au feuillet de la Chambre. Ce détournement provient de ce que la navigation a été améliorée entre ces deux endroits, et que le tarif est beaucoup moins élevé qu'entre Port-Colborne et Montréal. Quand la navigation entre Port-Colborne et Montréal pourra se faire dans des conditions aussi favorables qu'entre Buffalo et New-York et que de plus grandes quantités de blé pourront être expédiées par cette voie, même le blé américain passera alors par Montréal, parce qu'il peut être transporté à meilleur compte de Port-Colborne à Montréal que de Buffalo à New-York, et en moins de temps. Si le nouveau canal Welland était construit et la route du Saint-Laurent améliorée, le trajet entre Port-Colborne et Montréal pourrait s'effectuer en vingt-quatre heures, alors qu'il ne faut pas moins de trois jours pour aller de Buffalo à New-York. Voilà un avantage que je crois digne de considération.

L'hon. M. LEMIEUX: En principe, je ne suis pas opposé à l'approfondissement du canal de Welland, bien que cette vaste dépense ait été décidée à une époque où l'on a trouvé de bonne politique d'abandonner la construction d'un véritable cours d'eau national, le canal de la baie Georgienne. Les législatures et tous les hommes d'affaires de l'Ouest étaient favorables au canal de la baie Georgienne, mais pour une raison que je ne dévoilerai pas, on a cru bon de se lancer dans la dépense que nous avons maintenant sur les bras.

Le pays s'est embarqué dans plusieurs entreprises importantes depuis les derniers vingt-cinq ou trente ans. Nous avons englouti des millions dans le canal de la vallée de la Trent avec de piètres résultats. Cependant ce canal est terminé. Et maintenant, nous avons décidé de dépenser cette somme considérable pour le canal Welland sans aucune politique, pour ainsi dire. Les explications du ministre sont vagues et non conformes au remarquable exposé distribué dans tout le pays par le secrétaire de l'association des minotiers du Canada. Cependant, il ne s'agit pas de savoir pour le moment si l'approfondissement du canal de Welland est de bonne politique ou non.

Etant données les révélations faites cet après-midi par le ministre des Finances, le Gouvernement devrait user de beaucoup de prudence dans la dépense de ces \$3,500,000 piastres et de centaines de millions, peut-être, à l'avenir. Quelle que puisse être l'excellence de l'entreprise, mon honorable ami pense-t-il que le temps soit bien choisi? Vu nos engagements énormes, l'intérêt de notre dette de guerre, les pensions et le reste, ne croit-il pas qu'il vaudrait mieux abandonner certains projets même bons et recommandables en principes. Le ministre des Finances a conseillé au Parlement cet après-midi, de pratiquer une très stricte économie. Eh bien! est-ce là pratiquer l'économie? Vu notre situation financière, vu que nous devons faire de nouveaux emprunts durant cet exercice pour joindre les deux bouts, est-il de sage politique d'entreprendre des dépenses qui, pourraient fort bien être remises à quelques années plus tard?

Quand nous serons revenus à un état normal dans quelques années, le Canada étant un pays de progrès, nous ne trouverons pas à redire à des dépenses comme il en est question ce soir. Mais, dans les circonstances, alors que le malaise règne partout, que les hommes de la Finance craignent pour l'avenir, qu'une dette gigantesque nous écrase, sûrement mon honorable ami devrait remettre cette entreprise à plus tard. Ceux des citoyens d'Ontario que cette œuvre intéresse tout particulièrement sont trop patriotes, trop intelligents, pour ne pas comprendre qu'il faut s'imposer des sacrifices. L'Ouest en a fait concernant le canal de la baie Georgienne. Je me rappelle avoir lu à la Chambre, il y a quelques années, des résolutions adoptées unanimement par les Grain Growers de l'Ouest insistant auprès du Gouvernement sur la nécessité de commencer les travaux du canal de la baie Georgienne. L'Ouest a fait ce sacrifice. Nous l'avons fait dans notre propre province, bien que la construction des travaux nous ait été promise pendant des années.

Cette dépense énorme va affecter sérieusement le crédit de notre pays. Comme l'a déclaré cet après-midi le ministre des Finances, le crédit du Canada doit demeurer intact pour les engagements de l'avenir. Le ministre ne traite pas cette affaire avec sa sagacité habituelle. Le Parlement est déjà engagé dans une dépense considérable avec notre problème de chemin de fer. Je dirai, en passant, que le Gouvernement se prononce fortement en faveur de la nationalisation des chemins de fer.